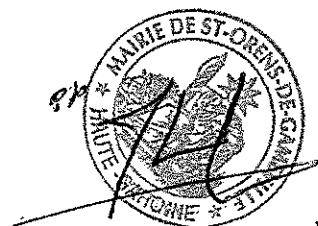


Référence Publication
Registre Actes Publiés P.M
N° 059 / 2014.
Le Chef de Police



L 28/08/2014



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Consultation sur place :

Mairie – Accueil – 46 avenue de Gameville – 31650 Saint Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi : 8h30-12h et 13h30-17h30 et le vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30

N° 98 - Période du 1 ^{er} JUILLET 2014 au 31 JUILLET 2014
--

DECISIONS

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Attribution du marché « fourniture de couches pour un
établissement d'accueil de jeunes enfants »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N°109-2014

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse, pour le marché « fourniture de couches pour un établissement d'accueil de jeunes enfants », à savoir celle présentée par la société RIVADIS.

Ce marché est conclu pour une durée de un an à compter du 1^{er} septembre 2014, reconductible 2 fois, pour un montant minimum annuel HT de 10 000€ et un montant maximum annuel HT de 25 000 €.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 24 juillet 2014

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Madame le Maire,

M. Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire à la Commande publique, aux
affaires sociales et au logement

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Attribution du marché « formations aux permis CACES et
au permis de conduire EB »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N°108-2014

ARTICLE 1

D'accepter les offres économiquement les plus avantageuses, pour le marché « formations aux permis CACES et au permis de conduire EB », à savoir celles présentées par :

- Lot 1 Formation initiation CACES chariot élévateur de catégorie 3 en inter : GRETA Toulouse, pour un montant de 444.39 € TTC par stagiaire (frais annexes inclus).
- Lot 2 Formation initiation CACES PEMP 3 B en inter : FOVEA, pour un montant de 421.70 € TTC par stagiaire (frais annexes inclus).
- Lot 3 Formations initiation et recyclage CACES PEMP 1 B en intra : FOVEA, pour l'offre de base (utilisation du matériel du candidat), pour un montant total de 2280 € TTC.
- Lot 4 Formation aux épreuves du permis de conduire EB : ECF Sacareau, pour un montant de 680 € TTC.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 22 juillet 2014

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire,


M. Anicet KOUNOUGOUS

Adjoint au Maire à la Commande publique, aux
affaires sociales et au logement

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le



DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
8ème alinéa

CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL DE NAZAN

Concession n° : 2014013
Emplacement : N/12

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières.

Vu la demande présentée par M. AUTHIER Jean et Mme QUINONES Jocelyne épouse AUTHIER demeurant à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 17 rue des Capitouls, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° 107/2014

Article 1 - Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. AUTHIER Jean et Mme QUINONES Jocelyne épouse AUTHIER et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation Familiale :

une **CONCESSION CINQUANTENAIRE**

à compter du 8 juillet 2014

Article 2 - Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **2635,00 €**.

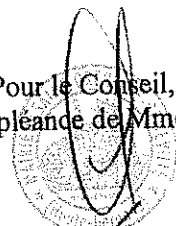
Article 3 - Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le **28 JUL. 2014**

Pour le Conseil,
Par suppléance de Mme le Maire



Mme CUBERO-CASTAN
Adjointe au Maire au développement durable,
transition écologique, espaces verts et biodiversité, Agenda 21

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le **28 JUL. 2014**
Et publication, affichage ou notification le



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**ATTRIBUTION DU LOT 2 « PLOMBERIE » DU MARCHÉ
« REAMENAGEMENT DES SALLES DE CHANGE POUR LA
MAISON DE LA PETITE ENFANCE »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N°105/2014

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse, pour le lot 2 « plomberie » du marché « réaménagement des salles de change pour la Maison Petite Enfance », à savoir celle proposée par la société EUROCLIMS, pour un montant de 8352€ TTC.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 09/07/2014

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire,

M. Anicet KOUNOUGOUS

Adjoint au Maire à la Commande publique, aux affaires sociales et au logement



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
24° ALINEA

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION UPFP

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22

Vu la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Considérant l'intérêt pour la Commune de bénéficier de supports d'information dans le domaine funéraire, diffusés par l'association UNION DU POLE FUNERAIRE PUBLIC,

DECIDE S/N° 104/2014

ARTICLE 1

De renouveler pour l'année 2014 l'adhésion de la Commune à l'association UNION DU POLE FUNERAIRE PUBLIC et de payer la cotisation annuelle correspondante d'un montant de 240 euros.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

16 JUL. 2014

Fait à Saint-Orens de Gameville le

Par délégation du Conseil,
Madame le Maire,

Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

16 JUL. 2014

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

4ème alinéa

Prestation de service : Concert Nous-Garo

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

VU la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge le Madame Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (4ème alinéa).

VU le projet d'animation culturelle de la Commune

VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35

DECIDE S/N°103/2014

ARTICLE 1

Il est conclu avec le groupe Nous-Garo représenté par Eric ALLIAS, et domicilié 16, rue de Gascogne - 31270 Cugnaux, un contrat de prestation de service pour la présentation d'un concert hommage à Nougaro, dimanche 28 septembre 2014 à partir de 17h dans le parc du château Catala.

ARTICLE 2

Le coût de la prestation s'élève à 2 000 €.

Cette somme couvre l'intégralité des dépenses relatives à l'intervention du groupe, à savoir 4 musiciens et un technicien (salaires, charges, déplacements, matériel nécessaire et frais divers).

En application de l'article 261 du Code Général des Impôts, Nous-Garo déclare ne pas être assujetti à la TVA.

La ville assurera en outre les frais de communication et la prise en charge de contraintes techniques (fourniture d'électricité et d'eau).

ARTICLE 3

La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 03 Juillet 2014

Par délégation du Conseil,
Le Maire,
Mme Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 04/07/2014
Et publication, affichage ou notification le

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE

ENTRE LES SOUSSIGNES

1) Le groupe NOUS-GARO

Représenté par ERIC ALIAS

Domicilié 16, rue de Gascogne - 31270 CUGNAUX

Mail : ericalias@free.fr - Téléphone 06 03 24 25 71

Désigné ici « le vendeur ».

2) et : Commune de Saint-Orens de Gameville – Direction culturelle

Représentée par Madame Dominique FAURE en sa qualité de Maire en vertu de la décision n° 64/2014

Domicilié 46, Avenue de Gameville - 31650 Saint-Orens de Gameville

Mail : benedicte.dachicourt@mairie-saint-orens.fr - Téléphone :

N° de SIRET : 213 105 067 000 10

APE : 751 A

N° licence d'entrepreneur de spectacle : n°2-1040280 et n°3-1040281

Désigné ici « le contractant ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

1) Un concert « Hommage à Claude NOUGARO » sera proposée par le groupe NOUS-GARO composé de quatre musiciens plus 1 technicien à la ville de SAINT ORENS – Parc du Château CATALA le 28 septembre 2014, à partir de 17h.

Le technicien ainsi que les musiciens arriveront à 10 h pour s'installer.

Une balance aura lieu à partir de 15h

2) En contrepartie, le contractant s'engage à régler par mandat administratif au prestataire la somme de 2000 € (deux mille euros) pour salaires, charges, défraiements (frais de déplacement compris) et matériel technique (sonorisation) sur présentation d'une facture en trois exemplaires, à l'issue de l'animation.

Cette somme comprend l'intégralité des dépenses relatives à cette animation, y compris les frais de transport et d'assurance.

3) Le contractant s'engage à recevoir l'animation susnommée et s'engage particulièrement à la présenter de la meilleure manière possible, dans un lieu ouvert à tous les publics et à effectuer le maximum de publicité possible.

4) Le présent contrat se trouverait annulé de plein droit et aucune des deux parties ne pourra prétendre au versement de dommages et intérêts ou d'indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure pour les deux parties et également dans le cas précis suivant pour le prestataire :

■ Maladie des artistes dûment constatée par un certificat médical ou pandémie.

CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - Obligations du vendeur

En sa qualité d'employeur, il assurera les obligations légales, sociales et fiscales relatives à l'emploi de son personnel attaché à la prestation. Il assure avoir effectué les démarches nécessaires auprès de la médecine du travail.

Il fournira la prestation entièrement montée. Ce dernier accomplira son spectacle ou sa prestation tel qu'annoncé dans son programme ou sa publicité.

ARTICLE 2 - Obligations du contractant (organisateur-acheteur)

L'organisateur-acheteur sera responsable de l'obtention des autorisations administratives locales nécessaires au bon déroulement du spectacle.

Il s'acquittera du paiement des droits SACEM ainsi que de la taxe CNV ou ASTP si présence d'une billetterie gérée par l'organisateur.

L'organisateur-acheteur s'engage à fournir à ou aux artistes des conditions décentes de réception.

Loges, WC, point d'eau, nourriture adaptée

- une scène (couverte si en extérieur) d'environ 8m x 6m

(Sur plan en dur - pas de gravier ou terre battue)

- si en extérieur : un stand régie couvert avec 1 table brasserie, placé

En face de la scène (environ 15-20m à confirmer sur place) + passage de câbles

- 1 installation électrique reliée à la terre (minimum 16A)

- 5 repas (chauds en hiver) avant le spectacle

- des boissons pour les musiciens mises à disposition durant la prestation

- 5 invitations à la soirée

et à respecter scrupuleusement l'avenant ou la fiche technique fournie par l'artiste.

L'organisateur-acheteur ne pourra prétexter auprès de l'employeur une insuffisance des recettes dont il assume seul les risques et bénéfices, pour se soustraire au règlement du prix de vente défini ci-dessus. L'organisateur-acheteur est libre de mettre en place une billetterie. Dans ce cas, il en informera le vendeur et devra fournir au minimum une entrée gratuite par artistes.

L'organisateur-acheteur s'engage, en cas de dépôt de bilan de sa part, à considérer cette prestation comme relevant de la même priorité que les salaires.

En aucun cas l'organisateur-acheteur ne pourra refuser de régler le montant de la prestation pour des raisons de goût ou pour un litige concernant une prestation non contractualisée.

ARTICLE 3 – Assurances

Le vendeur est tenu de s'assurer pour tous les risques relevant de sa responsabilité ou de celle du personnel ou des objets dont il a la garde.

L'organisateur-acheteur est tenu de s'assurer pour couvrir tous les risques liés aux représentations du spectacle fourni, notamment responsabilité civile et vandalisme des spectateurs et/ou tiers en général.

ARTICLE 4 - Enregistrement / Diffusion

Tout enregistrement et/ou diffusion même partielle d'un extrait du spectacle objet de ce contrat au-delà d'une durée de 3 mn devra faire l'objet d'un accord particulier et formel de l'artiste. Pour tout média, il est entendu que toute requête en vue d'interview de l'artiste ou de participation de celui-ci à une manifestation ou à une émission devra être communiquée à l'avance pour décision du vendeur.

ARTICLE 5 - Responsabilité

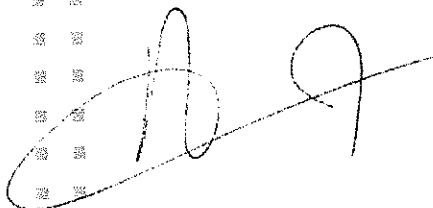
Chaque partie garantit l'autre contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

CONDITIONS PARTICULIERES :

Fait à Cugnaux, le 30 Juin 2014

Eric ALIAS
Pour le groupe « Nous-Garo »

l'organisateur



Mme D. Faivre.
Dair.

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché « destruction et l'enlèvement
de nids de guêpes, de frelons asiatiques et autres
hyménoptères sur le domaine public »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23088 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Alain MASSA, Premier adjoint au Maire, pour « les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés » et pour « les bons de commandes des marchés fractionnés à bons de commande ».

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 102/2014

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse, pour le marché « destruction et l'enlèvement de nids de guêpes, de frelons asiatiques et autres hyménoptères sur le domaine public », à savoir celle formulée par la société Arbres et forêts services, pour un prix d'intervention unitaire de 97 € HT.

Ce marché est conclu pour une durée de un an, à compter de sa notification.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 03 juillet 2014

Pour le Conseil
Par subdélégation de Mme le Maire,



M. Alain MASSA
Adjoint au Maire aux Finances et Ressources
Humaines

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
24° ALINEA**

**RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION AU LECTEUR DU VAL
ASSOCIATION DES BIBLIOTHEQUES DU SICOVAL**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

VU la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (24^{ème} alinéa).

CONSIDERANT l'adhésion de la commune au Lecteur du Val, association des bibliothèques du Sicoval et l'intérêt de la renouveler pour l'année 2014.

DECIDE S/N° 101/2014

ARTICLE 1

De renouveler pour l'année 2014 l'adhésion de la Commune au Lecteur du Val, association des bibliothèques du Sicoval et de payer la cotisation annuelle correspondante d'un montant de 50 euros

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 04/07/2014

Par délégation du Conseil,

Madame Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 10/07/2014
Et publication le Neant



DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
24° ALINEA

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION CRL

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

VU la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (24^{ème} alinéa).

CONSIDERANT l'adhésion de la commune au Centre Régional des Lettres (CRL) et l'intérêt de la renouveler pour l'année 2014.

DECIDE S/N° 100/2014

ARTICLE 1

De renouveler pour l'année 2014 l'adhésion de la Commune à l'association Centre Régional des Lettres (CRL) et de payer la cotisation annuelle correspondante d'un montant de 70 euros.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 04/07/2014

Par délégation du Conseil,
Madame Dominique FAURE, Maire



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 10/07/2014

Et publication le *Neant*



Haute-Garonne

05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
24° ALINEA**

RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION A.B.F.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

VU la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (24^{ème} alinéa).

CONSIDERANT l'adhésion de la Commune à l'Association des Bibliothécaires de France et l'intérêt de la renouveler pour l'année 2014.

DECIDE S/N° 99/2014

ARTICLE 1

De renouveler pour l'année 2014 l'adhésion de la Commune à l'association ABF (Association des Bibliothécaires de France) et de payer la cotisation annuelle correspondante d'un montant de 260 euros

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 04/07/2014

Par délégation du Conseil,
Madame Dominique FAURE, Maire

Acte certifié exécutoire après publication le : Neant
Et après transmission en préfecture le : 10/07/2014



Haute-Garonne

05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

4^{ème} alinéa

Exposition *La Grande Guerre en toutes lettres*

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

Vu le Code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35.

VU la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (4^{ème} alinéa).

VU l'arrêté de subdélégation n° 23088 en date du 18 avril 2014 accordant subdélégation de signature à Monsieur Alain MASSA pour les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés.

CONSIDERANT la politique culturelle de la ville de Saint-Orens de Gameville en direction du livre et de la lecture et le projet régulier de manifestations culturelles de la Bibliothèque Municipale.

DECIDE S/N° 98/2014

ARTICLE 1

Il est conclu avec Pierre-Stéphane PROUST un contrat pour la location de l'exposition « *La Grande Guerre en toutes lettres* ».

ARTICLE 2

Le coût de cette location comprend :

Exposition 4 semaines.....	880 € TTC
Frais de Port aller.....	18,80€ TTC
Soit un total	898,80€ TTC

Le règlement sera effectué par mandat administratif, sur présentation d'une facture en trois exemplaires et d'un RIB, à la fin de la prestation

ARTICLE 3

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 04/07/2014

Par délégation du Conseil,

Par subdélégation de signature de Madame le Maire,
Monsieur Alain MASSA



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 16/07/2014

Et publication le 16/07/2014

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché
« audit financier et organisationnel »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 97/2014

ARTICLE 1

D'accepter les offres économiquement les plus avantageuses, à savoir :

- Lot 1 « audit financier » celle formulée par le groupement DS Services et Localnova, pour un montant de 8 520 € TTC.
- Lot 2 « audit organisationnel » celle formulée par la société Magellis Consultants, pour la solution de base avec PSE, pour un montant de 15 384€ TTC.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 15 juillet 2014

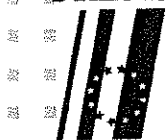
Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire,

M. Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire à la Commande publique, aux
affaires sociales et au logement

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

ARRETES

**VILLE DE SAINT
ORENS**



Haute-Garonne
Tél: 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 24

**ARRETE MUNICIPAL
relatif aux dérogations au repos dominical**

**Madame Dominique FAURE
Maire**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU le Code du travail, et notamment ses articles L. 3132-26, L. 3132-27 et R. 3132-21

VU le protocole d'accord sur la limitation d'ouverture des commerces les dimanches et jours fériés en Haute-Garonne en date du 30 Octobre 2013 signé par les organisations patronales et les principales organisations syndicales valant avis de l'article R. 3132-21 du Code du travail

VU l'arrêté municipal n° 23145 en date du 21 mai 2014

CONSIDERANT l'erreur de date du protocole d'accord dans les visas de l'arrêté 23145, il convient de retirer l'arrêté 23145 et de prendre un nouvel arrêté relatif aux dérogations au repos dominical

CONSIDERANT qu'il convient d'harmoniser l'ouverture de tous les commerces de détail d'une même branche professionnelle afin d'éviter une concurrence déloyale de nature à compromettre le fonctionnement normal des établissements de commerce.

ARRETONS SOUS N° 23270

ARTICLE 1

De retirer l'arrêté municipal n° 23145 en date du 21 mai 2014.

ARTICLE 2

Les commerces de détail employant des salariés de la Commune de Saint Orens de Gameville sont autorisés à ouvrir les:

DIMANCHES 14 et 21 DECEMBRE 2014

ARTICLE 3

Les apprentis ne pourront pas travailler ces jours-là.

ARTICLE 4

Aucune pression, aucune sanction, ne pourra être exercée ou prise à l'encontre des salariés qui refuseront de travailler les **dimanches 14 et 21 décembre 2014**.

**MAIRIE DE SAINT-ORENS DE
GAMEVILLE**

**RETRAIT D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Demande déposée le 19/06/2014	
Par :	SCCV PALAZZO VINA
Demeurant à :	12 AVENUE PRAT GIMONT CS 83247 31132 BALMA
En qualité de :	Monsieur LIOGER Michel
Pour :	Edifier 3 bâtiments collectifs à usage de logements et un local à usage de stationnement 2 roues et de stockage des ordures ménagères
Sur un terrain sis à :	46 RUE DES VIGNES BS 110p, BS 90, BS 92, BS 93

PC 031 506 13 00050

Surface de plancher
créée : 2192m²

Nb de logements : 38

Nb de bâtiments : 4

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis de construire n° 031 506 1300050 délivré le 04/03/2014,

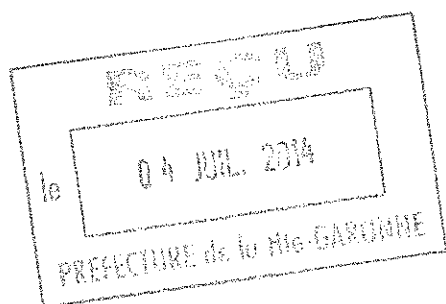
Vu la lettre en date du 17/06/2014 demandant que soit retiré l'arrêté du permis de construire n° 031506 1300050 délivré le 04/03/2014 au profit de la SCCV PALAZZO VINA représentée par Monsieur LIOGER Michel,

CONSIDERANT que les travaux ne sont pas commencés,

ARRETE N° 23 269

ARTICLE UNIQUE : L'arrêté du permis de construire n° 031506 1300050 délivré le 04/03/2014 est retiré pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le 03 JUL. 2014



Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

4 - La personne chargée du tir devra inspecter à la fin du tir les alentours du site, afin de s'assurer qu'il ne reste pas de flammèches dues aux retombées de produits pyrotechniques,

5 - La personne chargée du tir devra procéder au nettoyage, ratissage et enlèvement des déchets d'artifices,

6 - Les services municipaux mettront à disposition des organisateurs 4 extincteurs à eau pulvérisé ainsi qu'un point d'eau avec tuyau à proximité de la zone de tir,

7 - Si la force du vent est supérieure à 54 km, le feu d'artifice sera annulé.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

ARTICLE 4

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

- Messieurs les Gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS-DE GAMEVILLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- aux pétitionnaires
- à la Police Municipale
- SDIS

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 2 juillet 2014,

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Serge JOP

Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 11 juillet 2014
Et après transmission en Préfecture : Néant

VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

PERMIS DE TIRER UN FEU D'ARTIFICE DE CLASSE K 3
LE 13 JUILLET 2014

Le Maire de la Commune de Saint-Orens de Gameville,

- VU** l'Article L 2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la demande du Comité des Fêtes de Saint-Orens en date du 20 juin 2014 en vue de procéder à un tir de feu d'artifice de classe K3,
VU la nature des produits pyrotechniques de classe K3,
VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre,
VU l'arrêté ministériel du 28 septembre 1995 relatif aux distances de sécurité à respecter pour le public en fonction du produit pyrotechnique utilisé,
VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,
VU la circulaire n° IOCA1014448C du 15 juin 2010 présentant les modifications de la réglementation relative aux artifices de divertissement et articles pyrotechniques destinés au théâtre suite à la transposition de la directive 2007/23/CE,

ARRETE N°23263/2014

ARTICLE 1

Monsieur le Président du Comité des Fêtes de Saint-Orens de Gameville est autorisé à faire procéder au tir d'un feu d'artifice de type K 3, par un artificier dûment qualifié sur **LA PLACE JEAN BELLIERES** le **DIMANCHE 13 JUILLET 2014 à partir de 22h30 pour une durée de 30 mn.**

ARTICLE 2

Monsieur le Président du Comité des Fêtes de Saint-Orens de Gameville s'engage à veiller aux respects des consignes de sécurité ci-après :

- 1 -** Le périmètre de sécurité devra être mis en place avec des barrières par les organisateurs conformément au plan de masse transmis en Préfecture et aux services communaux le 20 juin 2014,
- 2 -** L'accès à la zone de préparation du tir ne sera accessible qu'aux personnes dûment autorisées et qualifiées,
- 3 -** Se conformer à la notice d'utilisation des produits pyrotechniques,



**ARRETE POUR OCCUPATION PRIVATIVE SANS
EMPRISE
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**

8 avenue Jean Bellières

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 et R. 2241-1
- Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 et suivants et R. 2122-1 et suivants
- Vu** le Code de la voirie routière et notamment son article L. 113-2
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92,
- Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature numéro 23063 du 14 avril 2014, accordée à Monsieur Etienne LOURME – 9ème adjoint au maire.
- Vu** la demande en date du 1er juillet 2014 de l'entreprise :
Déménagements RAYNAL impasse J. Mermoz 31142 SAINT ALBAN

Considérant qu'en raison d'un déménagement, il est nécessaire d'autoriser le stationnement d'un camion devant le N°
8 avenue Jean Bellières

ARRETONS sous N° 23271

ARTICLE 1 :

Le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions suivantes :

- Mise en place de la signalisation assurant la sécurité des usagers
- La circulation et l'accès aux propriétés riveraines devront être maintenus durant la période d'occupation du domaine public ci-dessous désignée.

le 16 juillet 2014

ARTICLE 2 :

La présente autorisation est donnée à titre précaire et révocable.

Il appartient au pétitionnaire de réserver l'emplacement nécessaire au stationnement de son matériel

Il appartient au pétitionnaire de veiller à la propreté des lieux ainsi qu'à leur remise en état.

ARTICLE 3

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 5

Les heures de travail effectuées ces dimanches seront rémunérées selon un taux horaire égal au double du taux horaire habituel.

ARTICLE 6

Les dispositions du Code du Travail concernant notamment l'interruption du travail à l'occasion du repas ou l'amplitude de la durée du travail seront naturellement applicables.

ARTICLE 7

Un repos compensateur, égal à la durée du travail effectué ces dimanches, devra être **OBLIGATOIREMENT** donné au salarié concerné, à sa demande, soit dans la semaine suivant l'ouverture, soit avant le **15 Février 2015** pour l'année 2014.

Pour cela, l'employeur devra afficher dans son établissement les modalités de prise du repos compensateur, en communiquer le double aux services de la DIRECCTE, UT de la Haute-Garonne, qui en contrôleront le respect.

Ce repos compensateur constituera donc un droit à congé rémunéré (Application de l'article L.3132-27 du Code du Travail).

ARTICLE 8

Ces dispositions sont également applicables au personnel d'encadrement.

ARTICLE 9

En ce qui concerne la rémunération, le repos compensateur et plus généralement toutes les dispositions concernant les relations du travail dans l'entreprise, cet accord ne se substitue pas aux accords d'entreprises ou conventionnels plus favorables.

ARTICLE 10

Ces dispositions ne concernent pas les entreprises qui n'emploient pas de salariés.

ARTICLE 11

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune et une copie sera adressée à :

Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne

Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Saint-Orens

Le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi.

Monsieur le Chef de la Police Municipale de Saint-Orens

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 1^{er} Juillet 2014

Madame le Maire



Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication et affichage le

03 Juillet 2014



**ARRETÉ MUNICIPAL
TEMPORAIRE PORTANT
REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION**

47 / 49 rue de Fondargent

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/92,
- Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature numéro 23063 du 14 avril 2014, accordé à Monsieur Etienne LOURME – 9ème adjoint au maire.
- Vu** la demande en date du 30 juin 2014 de l'entreprise :
DEBELEC rue J. d'Abbans 11000 CARCASSONNE, pour le compte de
ERDF 34 Bd du général Decrouette 31100 TOULOUSE cedex
- Vu** l'autorisation de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole N° T14SOG03208 du 30 juin 2014

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux de pose d'un raccordement électrique, réalisés par l'entreprise DEBELEC, **entre les N° 47 et 49 rue de Fondargent**, il y a lieu de modifier la circulation sur les voies concernées

ARRETONS sous N° 23272

ARTICLE 1

- la circulation sera alternée par feux tricolores
- le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur l'emprise du chantier
- la sécurité des piétons et des cycles devra être systématiquement assurée.

**Durée des travaux:
23 au 25 juillet 2014**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'entreprise DEBELEC sera mise en place, entretenue par cette dernière, sous le contrôle de la Commune et maintenue de jour comme de nuit.

Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation sera rétablie.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 5

Le Maire de SAINT-ORENS (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

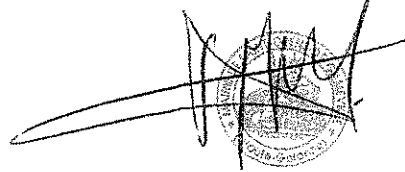
ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- aux Pétitionnaires (l'entreprise ou la personne chargée des travaux).
- la Police Municipale.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 2 juillet 2014

Pour Le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le **03 JUIL. 2014**

Demande déposée le 18/03/2014 complétée le 09/04/2014

N° PC 031 506 14 00005

Par :	Monsieur ROQUES Bernard
Demeurant à :	AVENUE DE REVEL 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	
Pour :	Edifier 2 maisons jumelées
Sur un terrain sis à :	4 CHEMIN PAILLES AZ 28, AZ 32

Surface de plancher
créée : 145 m²

Nb de logements : 2

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu la surface de plancher existante conservée de 123 m²,

Vu le complément de dossier déposé le 09/04/2014,

Vu l'avis favorable en date du 21/03/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 2x6 kVA,

Vu l'avis en date du 24/03/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 28/03/2014 assorti de prescriptions,

Vu l'avis en date du 11/04/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis en date du 26/06/2014 du SICOVAL - Service Eau et Assainissement, assorti de prescriptions,

ARRETE N° 23 282

ARTICLE 1 : Le permis de construire valant division est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 3

Conformément à l'article 134 du Livre 1 huitième partie de la signalisation temporaire toute personne intervenant à pied sur le domaine routier, de façon permanente ou occasionnelle, doit être dotée d'un gilet de classe II conforme à la norme AFNOR EN471. Le non-respect de cette mesure entraînera l'exclusion du chantier de la personne non protégée.

ARTICLE 4

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

L'entreprise **DEBELEC** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7

Le Maire de SAINT ORENS (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

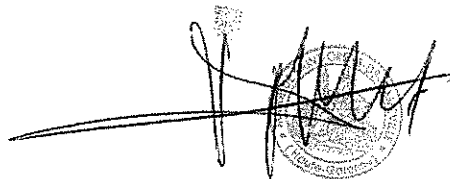
ARTICLE 8

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- aux Pétitionnaires (l'entreprise ou la personne chargée des travaux).
- la Police Municipale.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE, le 2 juillet 2014

Pour Le Maire et par délégation
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le NEANT
Et publication, affichage ou notification le **03 JUL. 2014**

Demande déposée le 18/03/2014 complétée le 09/04/2014

N° PC 031 506 14 00006

Par : **Monsieur ROQUES Jean-Philippe**
Demeurant à : **AVENUE DE REVEL
31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE**
Représenté par :
Pour : **Edifier 4 maisons jumelées**
Sur un terrain sis à : **4 CHEMIN PAILLES AZ 26, AZ 31**

Surface de plancher
créée : **336 m²**
Nb de logements : **4**
Nb de bâtiments : **2**
Destination : **Habitation**

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le complément de dossier déposé le 09/04/2014,

Vu l'avis favorable en date du 21/03/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 2x6 kVA,

Vu l'avis en date du 24/03/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 28/03/2014 assorti de prescriptions,

Vu l'avis en date du 11/04/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis en date du 26/06/2014 du SICOVAL – Service Eau et Assainissement, assorti de prescriptions,

ARRETE N° 23 283

ARTICLE 1 : Le permis de construire valant division est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau et du SICOVAL - Service Eau et Assainissement avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

ARTICLE 6 : PARTICIPATIONS FINANCIERES LIEES A LA REALISATION DU PROJET

En application des dispositions du § 2 des articles L 332-6 et L332-6-1 du Code de l'Urbanisme, le bénéficiaire de la présente autorisation devra s'acquitter du versement des contributions suivantes :

- **3267 euros** au titre de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.)

Le 03 JUL. 2014

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement Urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 04 JUL. 2014

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de la Direction des Services Techniques de la Mairie de Saint-Orens au 05.61.14.88.57.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée, n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE**: les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Demande déposée le 15/05/2014

N° PC 031 506 14 00018

Par :	TOTAL MARKETING SERVICES
Demeurant à :	562 avenue du Parc de l'Île 92029 NANTERRE
Représenté par :	Monsieur CALES David
Pour :	Implanter une cabine de lavage
Sur un terrain sis à :	4 AVENUE DE GAMEVILLE BL 166

Surface de plancher
créée : 0

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Commerce

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu la surface de plancher existante conservée de 235 m²,

Vu l'avis en date du 13/06/2014 de la Commission d'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP,

Vu l'avis favorable en date du 02/07/2014 du Service Assainissement de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

Vu l'avis de la sous-commission Départementale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées en date du 15/07/2014,

ARRETE N° 23 310

ARTICLE 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 21 JUL. 2014

Madame le Maire



Dominique FAURE

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

.../...

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau et du SICOVAL - Service Eau et Assainissement avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

ARTICLE 6 : PARTICIPATIONS FINANCIERES LIEES A LA REALISATION DU PROJET
En application des dispositions du § 2 des articles L 332-6 et L332-6-1 du Code de l'Urbanisme, le bénéficiaire de la présente autorisation devra s'acquitter du versement des contributions suivantes :

- 7580,70 euros au titre de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif.

Le 03 JUIN 2014

Pour le Maire
Par délégation


Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 04 JUIN 2014

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de la Direction des Services Techniques de la Mairie de Saint-Orens au 05.61.14.88.57.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

.../...

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT L'OUVERTURE DE L'ETABLISSEMENT « C MOON PALACE » ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC de TYPE L, N – 4^{ème} Catégorie

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, définissant les pouvoirs généraux de police des maires en matière de protection des personnes et des biens,

Vu le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public et de l'arrêté ministériel du 22 Décembre 1981 modifié,

Vu la visite de levée d'avis défavorable en date du 3 juin 2014 effectuée par le groupe de visite de la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P.,

Considérant l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P., émis par procès-verbal en date du 12 juin 2014, reçu le 17 juin 2014,

ARRETE N°23313

ARTICLE 1

L'établissement à l'enseigne « C MOON PALACE » situé 10 Boulevard du Libre Echange à SAINT-ORENS DE GAMEVILLE est ouvert au public à titre permanent à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 2

L'exploitant est tenu de réaliser les prescriptions émises par la Commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et visées dans le procès-verbal en date du 12 juin 2014.

Il devra maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Les travaux n'étant pas soumis à permis de construire mais entraînant une modification de la distribution intérieure ou nécessitant l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera adressé au pétitionnaire et à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Le 21 JUL. 2014

Madame le Maire

Dominique FAURE



**ARRETE MUNICIPAL
TEMPORAIRE PORTANT
FERMETURE D'UN SITE**

Skate Park - route de la Jurge

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Vu la nécessité pour la commune de Saint Orens de réaliser des travaux

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux, pour la mise en conformité du site du Skate Park situé route de la Jurge, il y a lieu momentanément de fermer le site au public ;

ARRETONS sous N° 23317

ARTICLE 1

- L'accès du public au site du Skate Park situé route de la Jurge à Saint-Orens sera totalement interdit durant la période de réalisation des travaux
- L'utilisation des infrastructures sera interdite au public sur l'emprise du chantier durant cette même période,

Durée des travaux:
Le 22 juillet 2014 de 8h00 à 19h00

ARTICLE 2

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3

Le Maire de SAINT-ORENS (la Police Municipale) ou son représentant, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- la Police Municipale.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 21 juillet 2014

Pour Le Maire, par suppléance

Eliane CUBERO CASTAN
3^{ème} adjointe au Maire

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et affichage le

22 JUL. 2014

21 JUL. 2014

Demande déposée le 07/04/2014 complétée le 23/07/2014

N° PC 031 506 14 00010

Par :	SCCV LE VERGER DE SAINT ORENS
Demeurant à :	30 BOULEVARD CARNOT 31000 TOULOUSE
Représenté par :	Monsieur PELISSIER Michel
Pour :	Edifier un bâtiments collectifs et 12 maisons mitoyennes
Sur un terrain sis à :	ZAC DE TUCARD - Ilot B11

Surface de plancher
créée : 2098 m²

Nb de logements : 34

Nb de bâtiments : 5

Destination : Habitation

MONSIEUR LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,
Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Saint-Orens approuvant le dossier de création de la Z.A.C. de TUCARD en date du 01/07/2004,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du Grand Toulouse approuvant le transfert du dossier de création de la Z.A.C. et l'avenant de transfert de la Convention Publique d'Aménagement en date du 30/03/2007,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du Grand Toulouse approuvant le dossier de réalisation de la Z.A.C. de TUCARD en date du 30/03/2007,
Vu le Cahier de Charges de Cession de Terrains du lot B4b ainsi que ses prescriptions techniques, urbanistiques, architecturales et environnementales, approuvé le 27/12/2013,
Vu le complément de dossier déposé le 23/07/2014,
Vu l'avis en date du 23/04/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,
Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 29/04/2014 assorti de prescriptions,
Vu l'avis favorable en date du 30/04/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle Sud-Est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole assorti de prescriptions,
Vu l'avis favorable en date du 07/05/2014 du service E.R.D.F.,
Vu l'avis favorable en date du 23/05/2014 de OPPIDEA,
Vu l'avis en date du 18/07/2014 du Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine de la Haute-Garonne,

ARRETE N° 23 322

ARTICLE 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services Etudes et Développement du Pôle sud-est et la Direction du Cycle de l'eau de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne, E.R.D.F., devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.
La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Dominique FAURE
Maire

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
- VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
- VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Madame Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 14 août 2014
à 17 heures 30 minutes au 17 août 2014 inclus.

ARRETONS SOUS N° 23314

ARTICLE 1 Madame Josiane LASSUS PIGAT

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 14 août 2014
à 17 heures 30 minutes au 17 août 2014 inclus.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 18 juillet 2014.

Madame Le Maire,
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 21/07/2014
Et publication, affichage ou notification le



Demande déposée le 20/06/2014	
Par :	SNC KAUFMAN AND BROAD PROMOTION 8
Demeurant à :	59 ALLEES JEAN JAURES 31010 TOULOUSE Cedex 6
Représenté par :	Madame CADARS Françoise
Pour :	Modifier l'aspect extérieur de deux bâtiments collectifs
Sur un terrain sis à :	RUE DES SPORTS BH 124, BH 125

N° PC 031 506 12 00016 M03

Surface de plancher
créée : 0

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1200016 délivré le 25/10/2012 au bénéfice de la SARL KAUFMAN AND BROAD représentée par Madame CADARS Françoise,

Vu le permis de construire modificatif n° PC 031 506 1200016 01M délivré le 16/04/2013 au bénéfice de la SARL KAUFMAN AND BROAD représentée par Madame CADARS Françoise,

Vu le transfert de permis de construire n° PC 031 506 1200016 02T délivré le 13/11/2013 au bénéfice de la SNC KAUFMAN AND BROAD PROMOTION 8 représentée par Madame CADARS Françoise,

Vu l'avis en date du 22/07/2014 du Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine de la Haute-Garonne,

ARRETE N° 23 323

ARTICLE 1 : Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, modifiant le permis de construire délivré le 13/11/2013 sous le n° 031 506 1200016 02T.

ARTICLE 2 : Les réserves et prescriptions contenues dans les permis de construire susvisés sont maintenues et devront être observées.

Le 29 JUL. 2014

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement Urbain

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 29 JUL. 2014

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement Urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de la Direction des Services Techniques de la Mairie de Saint-Orens au 05.61.14.88.57.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Demande déposée le 04/07/2014

N° PC 031 506 14 00027

Par :	SARL CSP PROMOTION	Surface de plancher créée : 274 m²
Demeurant à :	51 BIS CHEMIN DES CARMES 31400 TOULOUSE	Nb de logements : 3
Représenté par :	Monsieur SIRBA Pierre	Nb de bâtiments : 3
Pour :	Edifier trois maisons individuelles	Destination : Habitation
Sur un terrain sis à :	8 IMPASSE DE LA NEGRETTE BS 220	

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire valant division susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu l'avis favorable en date du 17/07/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 36 kVA,

Vu l'avis en date du 21/07/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis en date du 22/07/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 24/07/2014 assorti de prescriptions,

ARRETE N° 23 324

ARTICLE 1 : Le permis de construire valant division est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 29 JUL. 2014

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO

Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de la Direction des Services Techniques de la Mairie de Saint-Orens au 05.61.14.88.57.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter de la notification de la décision. Une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



AUTORISATION D'EXHUMATION

Nous, Maire de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature numéro 23063 du 14 avril 2014, accordée à Monsieur Etienne LOURME – 9^{ème} adjoint au maire,

VU la demande présentée par Madame ARTIGUE épouse GAILLI Gabrielle, domiciliée 36bis, avenue Delcasse, 09110 AX LES THERMES, en vue d'obtenir l'autorisation d'exhumer du dépositaire case 1, du cimetière NINARET - NCI, le corps de :

Paris GAILLI, décédé le 29 avril 2014, son époux, pour le faire réinhumer dans le caveau de famille, concession n°280, emplacement 12/56 au cimetière NINARET II

Considérant que Madame ARTIGUE épouse GAILLI est la plus proche parente du défunt sus-nommé,

Considérant que la marbrerie HERNANDEZ et Frères – 31550 CINTEGABELLE, a été désignée en qualité de mandataire,

ARRETONS sous le N° 23 326

Article 1 : Le demandeur est autorisé à faire procéder à l'exhumation de ce corps, en vue de sa réinhumation dans le caveau familial, emplacement 12/56 – Cimetière de Ninaret - NCII.

Article 2 : Cette opération aura lieu le jeudi 31 juillet 2014 à 08H00, en présence du pétitionnaire ou de son mandataire et de M. GUICHARD, Chef de Police Municipale, délégué à cet effet qui veillera à l'exécution des mesures prescrites par les articles R 2213-41 et R 2213-42 du Code Général des Collectivités Territoriales et dressera de l'opération un procès-verbal qui nous sera remis.

L'opérateur funéraire habilité à l'exécution de cette opération est l'entreprise HERNANDEZ et Frères.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le **30 JUL. 2014**

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



M. Etienne LOURME

Adjoint au Maire

Travaux Voirie Entretien des bâtiments publics
Réseaux Cimetières

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT
Et publication, affichage ou notification le



**ARRETE MUNICIPAL
TEMPORAIRE PORTANT
FERMETURE D'UN SITE**

Skatepark - route de la Jurge

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Vu la nécessité pour la commune de Saint Orens de réaliser des travaux,

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux, pour la mise en conformité du site du Skatepark situé route de la Jurge, il y a lieu momentanément de fermer le site au public,

ARRETONS sous N° 23 336

ARTICLE 1

- L'accès du public au site du Skatepark situé route de la Jurge sera totalement interdit durant la période de réalisation des travaux
- L'utilisation des infrastructures sera interdite au public sur l'emprise du chantier, durant cette même période.

**Durée des travaux:
Le 1^{er} août 2014 de 8h00 à 19h00**

ARTICLE 2

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3

Le Maire de SAINT-ORENS (la Police Municipale) ou son représentant, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale.
- la Police Municipale.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 31 juillet 2014

Pour Mme le Maire,
par suppléance



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

31 JUL. 2014
31 JUL. 2014